

Consultation nationale au Bénin : Vers une gestion durable et sécurisée du complexe W-Arly-Pendjari

Après le Niger et le Burkina Faso, le Bénin a tenu sa consultation nationale dans le cadre de l'initiative visant à soutenir la gestion durable du complexe W-Arly-Pendjari (WAP). Cette rencontre organisée par le CENAGREF, s'est déroulée les 19 et 20 décembre 2024 à Grand-Popo, avec le soutien de partenaires internationaux tels que l'UNESCO, la Fondation des Savanes Ouest-Africaines (FSOA), l'UICN et la GIZ, et grâce au financement du gouvernement norvégien. L'événement a réuni des acteurs clés de la conservation, des forces de défense, de la sécurité publique, des experts ainsi que des représentants des communautés locales.



Face à la crise sécuritaire persistante au sein du complexe WAP, les trois pays concernés le Bénin, le Burkina Faso et le Niger ont réaffirmé leur engagement à protéger et gérer durablement ce patrimoine naturel commun. Une initiative qui met en avant la coopération transfrontalière renforcée pour répondre aux défis liés à ce site classé au patrimoine mondial.

Au cours des échanges et des travaux de groupe, les participants ont recensé les dispositifs et actions de sécurisation en place, tout en identifiant les risques et lacunes. Ces réflexions ont permis d'élaborer un plan d'action spécifique pour la protection du complexe.

Les participants témoignent

Pendant plusieurs jours d'intenses activités de réflexion, les

acteurs ont pu faire le diagnostics et proposer des solutions nécessaires à la gestion durable et sécurisée du complexe. Sylvestre Djagoun, enseignant-chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi et consultant, a salué la qualité des discussions et l'implication des acteurs dans la gestion du complexe WAP.

Pour Bello Abdel Aziz, Directeur du Parc National W au Bénin, les solutions proposées représentent une réponse efficace aux défis de sécurisation du complexe. Il a particulièrement mis en avant la participation active des communautés locales à cette rencontre, tout en soulignant l'importance d'initiatives sociales complémentaires pour renforcer la confiance des populations envers l'État.

À l'issue de cette consultation, Ibrahim Baré Oumarou, Trésorier Général de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles des Éleveurs de Ruminants au Bénin, a exprimé son espoir de voir les parcs véritablement renaître et continuer à jouer un rôle crucial dans le développement durable.

Pour Junior Ouhoko, de l'Unité Afrique du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, cette initiative se distingue par son approche inclusive et participative. *« Nous collaborons d'abord avec les acteurs responsables de la gestion, notamment le CENAGREF et tous les autres acteurs dans chacun des trois pays. »*

A noter que ces consultations nationales des différents pays aboutiront à l'élaboration d'un Plan Régional d'Urgence commun et à l'organisation d'une table ronde des partenaires techniques et financiers.

Megan Valère SOSSOU

Grand-Popo et Athiémè : Une Caravane pour la justice climatique et l'intégration de l'Adaptation Basée sur l'Écosystème dans les Plans de Développement Communaux

Le 14 et 15 novembre 2023, les villes de Grand-Popo et Athiémè ont accueilli une initiative majeure visant à sensibiliser et plaider en faveur de l'intégration de l'Adaptation basée sur l'Écosystème (AbE) dans les Plans de Développement Communaux (PDC). Organisée dans le cadre du projet BENKADI, cette caravane de sensibilisation a été coordonnée et animée par l'ONG JVE BENIN, mandatée par le Projet BENKADI.



L'objectif de cette caravane était de donner une voix aux communautés locales, mobiliser les acteurs locaux et sensibiliser sur l'importance cruciale d'intégrer l'AbE dans les PDC, renforçant ainsi la résilience face aux changements climatiques et promouvant la durabilité environnementale.

À Grand-Popo et Athiémè, une cinquantaine de participants issus de divers secteurs ont activement participé à cette caravane, scandant des chants et des slogans tels que « AbE PDC » pour rythmer le parcours jusqu'à la mairie, lieu symbolique où le plaidoyer a pris toute son ampleur. La déclaration de plaidoyer des communautés a été remise aux autorités municipales.



Dans la commune d'Athiémè, le Secrétaire Exécutif a officiellement reçu la déclaration, exprimant chaleureusement son engagement à prendre en compte les préoccupations de la communauté. À Grand-Popo, c'est le Chef du Service Environnement qui a pris la déclaration, affirmant l'engagement de la mairie à intégrer les préoccupations communautaires.

Les engagements pris par les autorités municipales portent sur l'intégration de l'AbE dans les PDC, le développement et la mise en œuvre des politiques locales favorisant les pratiques d'AbE, ainsi que la promotion de la durabilité environnementale.



À la fin de cette initiative, plusieurs résultats concrets ont été obtenus, dont un fort engagement communautaire, une influence sur les décideurs locaux pour l'inclusion de stratégies AbE dans les PDC, et le renforcement de la résilience communautaire face aux changements climatiques.



Cette caravane a clairement fait entendre la voix des communautés et a eu un impact positif sur les décideurs locaux. Les résultats obtenus démontrent que la mobilisation communautaire est une force catalysatrice pour promouvoir des politiques locales adaptatives et durables. Les engagements des autorités locales et la participation active des communautés marquent une avancée significative vers la création de communautés plus résilientes et durables face aux défis environnementaux.

FESTISOL 2023 : l'ONG Save Our Planet sensibilise à la préservation des semences locales

The NGO Save Our Planet highlighted the critical importance of preserving local seeds to ensure agricultural biodiversity and food sovereignty during the FESTISOL COLLINES 2023 event. Held November 2023 at the National School of Biosciences and Applied Biotechnologies in Dassa-Zoumé, the initiative aimed to raise awareness among children, students, and agricultural professionals. Executive Director Megan Valère SOSSOU discussed the threat posed by multinational corporations pushing non-reproducible industrialized seeds on underdeveloped countries. Attendees were urged to join the fight for preserving these seeds to protect farmers' rights and promote sustainable, equitable farming. The event also featured a public debate on conservation methods and challenges.

Projet Benkadi: le Bénin actualise son dossier MAB UNESCO en intégrant de nouveaux sites

Between November 7-9, 2023, significant progress was made in biodiversity preservation in Benin, with the approval of

management plans for nine new sites, including the Mono and lower Ouémé valley. This momentous event, a result of meticulous work by a group of consultants under MAB UNESCO, CENAGREF, and the Benkadi Project, highlights a substantial advancement in sustainable practices for managing natural reserves. The integration of these nine new sites into the MAB UNESCO dossier underlines Benin's ongoing commitment to conserving its natural wealth and exceptional biodiversity. The plan's conformity with MAB UNESCO's rigorous standards demonstrates the stakeholders' substantial efforts in this process.

Conservation de la biodiversité : Waca Bénin compte sur les femmes

Du Lac Toho à la mare aux crocodiles de Tannou, dans les départements du Mono et du Couffo, au sud-ouest du Bénin, les femmes deviennent progressivement les gardiennes de la biodiversité. Les Coopératives financées par le Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (Waca ResIP) transforment des vies, tant celles des membres de la faune que de la flore.



Une coopérative de femmes

Alors que le soleil se retire derrière les buissons de Kpoba, commune de Djakotomey, à 140 km au nord-ouest de Cotonou, Houefa Bodrenou, ne se presse pas pour autant pour dévoiler la magie qui s'opère dans la coopérative Gbénondjou dont elle est la secrétaire générale. « Ne vous inquiétez pas. Même s'il

fait tard, nous disposons d'un panneau solaire qui illumine nos vies et nous permet de poursuivre nos activités », confie-t-elle. Cette source d'énergie renouvelable, tout comme de nombreux autres équipements, a été acquise grâce au financement du Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (Waca ResIP).

Ce qui améliore significativement, depuis 2022, la productivité de ces femmes spécialisées dans la transformation du manioc en Gari et dérivés. « Waca nous a dotées de magasins et de salles de transformation, de tricycles, de bassines, d'un château d'eau, de machines à rappeuses et de ressasseuses. Cela nous a permis de passer d'une production de deux sacs de 315 kg par semaine à dix sacs. Nos vies ont changé. Nous pouvons désormais éduquer nos enfants et soutenir nos maris dans la gestion du foyer », se réjouit Houefa Bodrenou.

En choisissant de soutenir ces femmes de Kpoba, le projet connu sous son acronyme anglais Waca (West Africa Coastal Areas Program) vise à réduire les pressions sur les ressources naturelles. « Beaucoup pensent que nous sommes concentrés principalement sur la lutte contre l'érosion côtière. Cependant, il y a le Fonds pour l'Environnement Mondial, qui ne finance pas les infrastructures grises, mais qui appuie la préservation de la biodiversité et la lutte contre la pauvreté », explique Abdou Salami Amadou, responsable des activités, sous financement du Fonds pour l'Environnement Mondial à Projet Waca ResIP-Bénin.

Aider les femmes, signifie protéger « l'hippopotame »

A Kpoba, l'appui cible principalement l'Aire Communautaire de Conservation de la Biodiversité d'Adjamé qui fait partie de la Réserve de Biosphère Transfrontalière du Delta du Mono, reconnue par l'UNESCO en 2017. Le site situé dans l'arrondissement de Kpoba sur la rive Est du Fleuve Mono, abrite diverses espèces de faune, dont l'hippopotame, le

sitatunga (*Tragelaphus spekei*) en danger dans la région, et le singe à ventre rouge (*Cercopithecus erythrogaster erythrogaster*) endémique au Dahomey Gap.

« Nous disposons ici d'une aire communautaire de proximité, la marre d'Adjamé, où l'espèce emblématique protégée est l'hippopotame. Si nous permettons aux communautés de continuer la chasse, d'ici quelques années, l'hippopotame pourrait disparaître de cette partie du sud-ouest de notre pays. C'est pourquoi nous avons décidé d'accompagner cette communauté tout en nous fixant pour objectif d'impacter encore davantage les femmes pour des retombées indirectes », précise Abdou Salami Amadou.

Dans les départements du Mono et du Couffo, au sud-ouest du Bénin, de nombreuses coopératives ont été soutenues, couvrant les aires communautaires de conservation de la biodiversité d'Adjamé (Djakotomey), du Lac Toho (Lokossa, Athiémé et Houéyogbé), de Naglanou (Athiémé) et de la Bouche du Roy (Grand-Popo). Cette bataille concerne également les trois nouvelles aires créées, à savoir le Chenal Gbaga (Grand-Popo), Avlékété-Djègbadji (Ouidah) et la Mare aux Crocodiles de Tannou (Aplahoué).

Des amazones de la biodiversité

À travers ces coopératives, les femmes sont donc mises en avant, comme un rempart contre la dégradation des ressources naturelles. « Pour défendre un espace, il faut permettre aux communautés d'avoir des activités alternatives génératrices de revenu revenus. Nous avons alors soutenu plus de 250 microprojets, bénéficiant à plus de 3500 personnes, dont 75% sont des femmes. Dans le Couffo, malgré l'avancée de l'agriculture, ce sont les femmes qui accomplissent le travail. Grâce à ces activités génératrices de revenus, elles gagnent plus qu'en travaillant aux champs », souligne l'expert.

Ces microprojets apportent également des avantages en termes

de réduction de la pauvreté, d'autonomisation des femmes, ainsi qu'une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. À Agamè, dans la commune de Lokossa, près du Lac Toho, l'énergie déployée par les membres de la coopérative des transformateurs de produits agricoles en est une preuve tangible. Cette coopérative bien organisée, composée de 730 membres, s'emploie à valoriser les noix de palme produites par l'Union des Coopératives d'Aménagement Rural (UCAR).

Rien ne se perd ici, tout se transforme. De la matière première à la transformation, cette coopérative couvre toute la chaîne, avec des retombées significatives, pour l'autonomisation des femmes. « Nous disposons désormais de grandes machines qui nous aident à produire suffisamment d'huile. Nous avons même un stock selon la période que nous vendrons au meilleur prix. Aujourd'hui, avec l'amélioration des conditions de production, nous avons un peu plus de moyens pour nourrir nos enfants », renseigne Philomène Adangnonnan, secrétaire générale de la coopérative des transformateurs des produits agricoles de Agamè. Cette résilience, ces femmes entendent la renforcer, même après la fin du projet en Décembre 2024.

Fulbert ADJIMEHOSSOU

**APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES
ACTIVITÉS DU PROJET BENKADI
AU BÉNIN: ZAKPOTA ET QUINHI**

ENGAGÉES DANS L'ACTION

L'Intégration de l'Approche Basée sur l'Écosystème (AbE) dans les Plans de Développement Communal (PDC) au cœur d'importantes rencontres dans les communes de Ouinhi et de Za-Kpota.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet BENKADI Bénin dans la commune d'Ouinhi et de Zakpota, une séance de sensibilisation et de formation s'est tenue du 28 au 29 septembre 2023. Ces différentes rencontres ont été marquées par la présence des élus locaux et autorités politico administratives, le Point Focal de la PASCIB, et la Directrice Exécutive de l'Organisation pour le Développement Durable et la Biodiversité (ODDB), l'Organisation de mise en œuvre du projet BENKADI à Ouinhi et Za-Kpota.



Séance de travail

Au cours de ces deux jours, plusieurs activités, telles que des communications et des travaux de groupe, ont été organisés, notamment la présentation de l'ODDB et du projet BENKADI, des exposés sur les stratégies l'Approche Basée sur l'Écosystème (AbE), les études de cas AbE et les besoins en actions. Il s'est agi de l'identification des écosystèmes à restaurer ou protéger, et l'intégration des stratégies de l'Approche Basée sur l'Écosystème (AbE) dans le Plan de Développement Communal des différentes communes.

Cette séance a permis aux participants de mieux comprendre les avantages des stratégies AbE pour la commune, les populations, les écosystèmes et la biodiversité, ainsi que l'importance de la collaboration entre les acteurs locaux et les structures impliquées.



Sé
an Séance de Ouinhi

ce
de
Za
kp
ot
a

Elaboration du Plan de Développement Communal (PDC), Mairies et cabinets mieux informés à Zakpota et à Ouinhi

Dans le but de mieux informer les mairies de Zakpota et de Ouinhi, et le cabinet de consultation, chargé de l'élaboration du Plan de Développement Communal (PDC) sur les mesures et stratégies AbE. Pour y arriver, des séances de sensibilisation ont été organisées le mardi 3 et mercredi 4 octobre 2023 respectivement à Za-Kpota et à Ouinhi par l'Organisation pour le Développement Durable et la Biodiversité (ODDB ONG) qui met en œuvre le projet BENKADI dans la zone.



Au
me
nu
de
s
éc
ha
ng
es
,
la
pr
és
en
ta
ti
on
de
s

ré
su
lt
at
s
de
l'
en
qu
êt
e
su
r
le
s
me
su
re
s
l'
Ap
pr
oc
he
Ba
sé
e
su
r
l'
Éc
os
ys
tè
me
(A
bE

)
ad
op
té
es
,
le
s
co
mm
un
ic
at
io
ns
su
r
le
s
st
ra
té
gi
es
l'
Ap
pr
oc
he
Ba
sé
e
su
r
l'
Éc
os

ys
tè
me
(A
bE
)
et
l'
id
en
ti
fi
ca
ti
on
d'
in
di
ca
te
ur
s
vé
ri
fi
ab
le
s
de
s
st
ra
té
gi
es
l'
Ap

pr
oc
he
Ba
sé
e
su
r
l'
Éc
os
ys
tè
me
(A
bE
).

Les participants ont saisi l'opportunité d'identifier les indicateurs de suivi et d'évaluation des activités du PDC tenant compte des stratégies Approche basée sur les Ecosystèmes. Ils ont également mis à jour le répertoire des acteurs à impliquer dans les activités de renforcement des capacités.

Ces différentes séances ont été marquées par la présence des élus locaux et des principaux acteurs impliqués dans le projet.

Megan Valère SOSSOU

Le Marché des Innovations et Technologies Agricoles (MITA) 2023 s'ouvre aujourd'hui

Le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF) est sur le point d'accueillir la troisième édition du Marché des Innovations et Technologies Agricoles (MITA) du 12 au 15 septembre 2023 à la Salle de Conférence de Ouaga 2000.



Cet événement d'envergure, sous le haut patronage du Prof. Adjima Thiombiano, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Burkina Faso, s'annonce comme un rendez-vous incontournable pour mettre en avant les innovations et les avancées technologiques issues de la recherche, tant publique que privée, en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le thème de cette troisième édition, « Facilitation de l'accès des technologies et innovations agricoles sensibles au genre et à la nutrition », reflète l'engagement du CORAF et de ses partenaires à promouvoir des innovations agricoles sensibles au genre et à la nutrition, répondant aux besoins de tous les acteurs de la chaîne de valeur agricole, de la production à la transformation, en passant par la mécanisation.

Cette édition du MITA s'inscrit dans la continuité de la précédente qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, en 2022. Le CORAF, à travers des initiatives telles que CAADP-XP4, PRSA/FSRP (Programme de Résilience du Système Alimentaire) et AICCRA, vise à renforcer l'accès et la diffusion des technologies agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le MITA 2023 offre un cadre privilégié pour l'échange d'informations technologiques et d'innovations au profit du

public et des professionnels agricoles, avec des sessions B to B et des forums. Il représente donc une opportunité unique pour mettre en avant des innovations et des technologies éprouvées capables de transformer l'agriculture et de contribuer à une plus grande sécurité alimentaire.

Le MITA 2023 réunira un large éventail de participants, notamment des ministères de l'agriculture, des organismes régionaux, des instituts de recherche, des universités, des acteurs du secteur privé, des organisations non gouvernementales, des associations agricoles, des investisseurs potentiels, et bien d'autres.

Dr. Abdou TENKOUANO, Directeur Exécutif du CORAF, souligne l'importance de cette édition en mettant en avant les technologies sensibles au genre et à la nutrition. Il explique que ces technologies ont le potentiel de révolutionner l'agriculture tout en prenant en compte la dimension genre et la nutrition, contribuant ainsi à une plus grande sécurité alimentaire.

Dans les jours à venir, les participants auront l'occasion de découvrir des technologies agricoles de pointe, de participer à des discussions approfondies et d'assister à la soirée de gala des innovateurs agricoles où l'excellence sera récompensée.

Les résultats attendus de cette édition contribueront à renforcer l'engagement en faveur de la recherche agricole et de la mise à l'échelle des technologies climato-intelligentes et sensibles au genre et à la nutrition, ouvrant ainsi la voie à une agriculture plus inclusive et plus résiliente en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Megan Valère SOSSOU

Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO : Trésors inattendus de biodiversité dans le monde

[Une récente étude](#) conjointe de l'UNESCO (l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture) et de l'[UICN](#) (l'Union internationale pour la conservation de la nature) a révélé un fait saisissant : les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, qui couvrent à peine 1% de la surface terrestre, hébergent plus de 20% de toutes les espèces connues sur notre planète.



Cette découverte renforce l'importance cruciale de la préservation de ces « points chauds » de la biodiversité pour atteindre les objectifs du Cadre Mondial pour la Biodiversité Kunming-Montréal (CMB).

Au cœur de cette révélation réside un message clair : les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, qui comptent actuellement 1 157 sites à travers le monde, ne sont pas simplement des trésors du patrimoine culturel et historique. Ce sont aussi des havres de vie exceptionnels, qui jouent un rôle vital dans la conservation de la diversité biologique de la Terre, dans le maintien des services écosystémiques essentiels et dans la lutte contre le changement climatique.

Selon Audrey Azoulay, la Directrice générale de l'UNESCO, « Cette étude témoigne de l'importance des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO pour la protection de la biodiversité. Ces 1 157 sites ne sont pas seulement exceptionnels sur les plans

historique et culturel, ils sont également essentiels à la préservation de la diversité de la vie sur Terre, au maintien des services écosystémiques vitaux et à la lutte contre le dérèglement climatique. »

Parmi les 20% de la richesse mondiale en espèces cartographiées, on compte plus de 75 000 espèces de plantes, y compris des arbres majestueux qui sont les gardiens de nos forêts ancestrales. De plus, ces sites hébergent plus de 30 000 espèces de mammifères, d'oiseaux, de poissons, de reptiles et d'amphibiens, formant ainsi une mosaïque incroyable de vie sur Terre.

Cette étude souligne l'importance capitale des Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO dans la préservation de la biodiversité mondiale. Ces sites offrent un refuge essentiel à de nombreuses espèces menacées d'extinction, et leur préservation est un impératif si l'on veut inverser la tendance alarmante de la perte de biodiversité que nous observons à l'échelle mondiale.

En réponse à ces découvertes, l'UNESCO appelle instamment les 195 États parties à la Convention du Patrimoine Mondial à intensifier leurs efforts de conservation pour ces sites exceptionnels. De plus, l'organisation encourage les nations à proposer l'inscription au Patrimoine Mondial d'autres zones cruciales pour la conservation de la biodiversité, afin d'élargir le réseau de protection de la nature dans le monde.

Les enjeux sont clairs : la préservation de ces joyaux de la biodiversité est non seulement une responsabilité collective, mais aussi une nécessité pour garantir un avenir durable à notre planète. Les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO sont bien plus que des monuments historiques ou culturels, ce sont des piliers fondamentaux de la vie sur Terre, méritant notre attention et notre engagement pour les générations futures. Leur protection n'est pas seulement une affaire d'histoire, mais aussi une affaire de survie pour la

biodiversité mondiale et notre propre bien-être.

Megan Valère SOSSOU

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT : LES PRINCIPAUX COORDINATEURS DU GROUPE DES NEGOCIATEURS AFRICAINS SE SONT CONCERTES AVANT LA RENCONTRE

En prévision du premier Sommet africain sur le climat (ACS), co-organisé par le Kenya et la Commission de l'Union africaine (CUA) à Nairobi du 4 au 6 septembre 2023, les principaux coordinateurs du Groupe africain des négociateurs sur le changement climatique (AGN) se sont réunis à Nairobi. Pendant cette séance, ils ont discuté et pris des décisions sur les questions clés liées aux intérêts et aux attentes de l'Afrique pour la COP28.



Le Président du Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement climatique et les principaux coordinateurs

De Friday Phiri

L'ACS, le Sommet africain sur le climat, qui se tiendra sous le thème : « Croissance verte et financement climatique pour l'Afrique et le monde », vise à marquer la force du continent africain et son poids dans les discussions à l'échelle

mondiale et dans les forums internationaux existants, tels que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le G7, sans écarter, entre autres, les processus du G20 et la COP 28. Le Sommet se tiendra parallèlement à la Semaine africaine du climat (4 – 8 septembre 2023), un événement annuel dirigé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), visant à promouvoir des actions permettant de rectifier le cap, afin d'atteindre les buts et objectifs de l'Accord de Paris.

La réunion devrait rassembler des dirigeants d'Afrique et d'ailleurs ; les partenaires de développement ; les organisations intergouvernementales ; le secteur privé; le milieu universitaire ; les organisations de la société civile ; les femmes et les jeunes pour concevoir et booster des actions et solutions pour le changement climatique en Afrique, en fournissant une plate-forme d'échange sur le lien entre le changement climatique, la réalité du développement de l'Afrique et la nécessité de faire pression pour un investissement accru dans l'action climatique à l'échelle mondiale, et en particulier en Afrique.

Outre la position commune africaine sur les différents volets de négociation thématiques sur le climat, les principaux coordinateurs du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, ont délibéré également sur la Déclaration de Nairobi, un document final clé attendu à la fin du sommet. S'exprimant lors de la séance d'ouverture de la réunion, le Président du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, Ephraïm Mwepya Shitima a exhorté les coordonnateurs principaux à continuer de jouer leur « rôle critique en tant que conseillers techniques auprès des décideurs politiques sur la participation efficace de l'Afrique aux négociations mondiales sur le climat en relation avec les réalités et aspirations de développement du continent». Et à cette occasion, Rose Mwebaza, la Directrice du bureau régional du Programme des Nations Unies pour

l'environnement (PNUÉ) pour l'Afrique, a apprécié le rôle joué par le Groupe des Négociateurs africains, au fil des années dans la participation efficace de l'Afrique aux processus climatiques et a exhorté le groupe à rester concentré.

« Je suis particulièrement ravi d'être avec vous non seulement dans mes nouvelles fonctions ici au PNUÉ, à la tête du Bureau Régional pour l'Afrique, mais aussi en tant que l'un de vous, ayant participé activement aux processus de négociation sur le changement climatique au cours des 20 dernières années », a déclaré Mwebaza. « Je pense que nous vivons une période passionnante alors que le continent se prépare à accueillir le premier Sommet africain sur le climat. En tant que négociateurs techniques, je vous exhorte à rester concentrés et à fournir les orientations nécessaires par rapport aux besoins de développement du continent ».

Opportunité pour l'Afrique

L'Afrique est considérée comme le continent du futur. En tant que continent le plus jeune et à l'urbanisation la plus rapide, avec une population qui devrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, l'Afrique dispose d'un immense potentiel en matière d'énergie propre, de terres arables, de minéraux essentiels et de ressources naturelles. Alors que le continent fait déjà preuve d'une forte dynamique en matière de croissance verte, il doit capitaliser sur cette dynamique existante en mettant en œuvre un programme de croissance verte holistique qui tire parti de ses vastes ressources, et en garantissant un financement climatique adapté aux besoins de l'Afrique. Ce qui correspond à ses ambitions de croissance.

Le potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique sera cinquante fois supérieur à la demande mondiale d'électricité prévue en 2040. Cependant, les énergies renouvelables représentent 10 % du mix de production d'électricité et seulement 20 % de la capacité totale de production

d'électricité installée en Afrique. Alors que l'Afrique abrite 30 à 40 % des minéraux de la planète, y compris ceux nécessaires à la transition vers les énergies vertes et aux batteries (par exemple, plus de 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine), le continent a peu à montrer en termes d'énergie propre et de mobilité.

De même, l'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées de la planète, qui, lorsqu'elles sont exploitées de manière durable, peuvent aider le monde à atteindre la sécurité alimentaire, le continent étant un importateur net de nourriture. Le sommet cherche donc à répondre à la nécessité de changer le discours de l'Afrique sur le changement climatique pour en faire un programme de croissance en exploitant les opportunités qui existent pour la transformation économique. Cet agenda se concentrera sur 5 axes de croissance fondamentaux : transition énergétique / énergies renouvelables; minéraux verts et production; l'agriculture durable, l'utilisation des terres et de l'eau/océan ; infrastructures et urbanisation durable ; et le capital naturel soutenu par deux leviers transversaux importants (adaptation et résilience aux risques climatiques et finance climatique et crédits carbone).

Les résultats du Sommet viseront également à fournir une contribution et une orientation importante aux travaux en cours sur les réformes des institutions financières mondiales, afin de soutenir un tel programme de croissance avec des changements correspondants à leurs propres trajectoires.

Journée mondiale des vautours : A la découverte des gardiens de vies en déclin

Chaque année, le 1er septembre, le monde entier se rassemble pour célébrer la Journée Internationale des Vautours. Cette journée est bien plus qu'une simple occasion de reconnaître ces majestueux oiseaux charognards. Elle nous rappelle l'importance des vautours dans nos écosystèmes et souligne les menaces qui pèsent sur leur survie.



Au
Bé
ni
n,
on
re
tr
ou
ve
au
ss
i
le
va
ut
ou
r.
Co
mm
un
ém
en
t

ap
pe
lé
en
la
ng
ue
Fo
n
Ak
la
ss
ou
.
Il
s
so
nt
pr
és
en
ts
pa
rt
ic
ul
iè
re
me
nt
da
ns
le
pa
rc
de
la

Pe
nd
ja
ri
.
Né
an
mo
in
s
qu
el
qu
es
in
di
vi
du
s
su
bs
is
te
nt
en
de
ho
rs
de
s
pa
rc
s
na
ti
on
au

x,
no
ta
mm
en
t
da
ns
le
s
sa
va
ne
s
bo
is
ées
s
du
no
rd
-
Bé
ni
n,
au
to
ur
de
s
fo
rê
ts
cl
as
sé
es

de
s
Tr
oi
s
Ri
vi
èr
es
et
de
l'
Al
ib
or
i
Su
pé
ri
eu
r.
Il
s'
ag
it
en
ré
al
it
é
de
s
va
ut
ou
rs
af

Les vautours africains fréquentent les milieux ouverts moins boisés comme les prairies herbeuses, les savanes, les marécages et les boisements clairsemés. On les trouve également dans les allées d'arbres qui bordent les cours d'eau et dans les broussailles épineuses. Ils sont remarquables là où il y a des troupes importantes de grands mammifères.

Des gardiens de la vie en déclin

Les vautours jouent un rôle essentiel dans les écosystèmes et sont les gardiens de la vie, nettoyant les paysages de charognes et de carcasses d'animaux morts, évitant ainsi la propagation de maladies potentielles. En éliminant rapidement les restes d'animaux en décomposition, les vautours contribuent à maintenir l'équilibre naturel et à prévenir les épidémies.

Malheureusement, la population de vautours est en déclin à l'échelle mondiale. Les menaces qui pèsent sur ces oiseaux sont nombreuses. L'empoisonnement intentionnel et non intentionnel, souvent causé par l'ingestion de carcasses contaminées par des pesticides ou des médicaments vétérinaires, est l'une des principales causes de décès. La perte d'habitat due à l'urbanisation et à la déforestation, ainsi que le braconnage ciblant les vautours pour leurs organes, contribuent également à la diminution de leurs populations.

Nécessité de mesures de conservation

La Journée Internationale des Vautours ne se contente pas de sensibiliser, elle encourage également des actions concrètes pour protéger ces oiseaux en voie de disparition. Les mesures de conservation comprennent la création de zones protégées

pour les vautours, la promotion de pratiques agricoles plus sûres et la régulation stricte de l'utilisation de pesticides et de médicaments vétérinaires. Les gouvernements, les organisations environnementales et les communautés locales sont invités à travailler ensemble pour garantir la survie des vautours.

Megan Valère SOSSOU